Gouvernement et budget fauteurs de troubles

jeudi 1er octobre 2026, par Jacques COTTA

Le budget de guerre présenté par le gouvernement Lecornu pour 2027 a deux objectifs officiels :
-> financer l'économie de guerre en attribuant des centaines de milliards à l'industrie d'armement.
-> réduire la fameuse « dette » que les gouvernements successifs ont creusée, voire pratiquement doublée avec Emmanuel Macron, en exonérant notamment les patrons de leurs cotisations.

Alors que les médias nous bassinent avec des sondages qui placeraient en seconde position des préoccupations des Français cette « terrible dette et son remboursement », la véritable question que se posent des centaines de milliers, des millions, est la suivante : comment en sommes nous arrivés là et jusqu'où les Lecornu et consorts iront-ils, alors qu'ils prennent des décisions qui frappent directement ceux qui ne peuvent plus se nourrir, qui ne peuvent plus se déplacer, qui ne peuvent plus envisager un avenir décent pour leurs enfants, alors qu'ils appauvrissent massivement des couches qui jusque là étaient épargnées.

De toute évidence, ce ne sont pas les partis existants qui permettront d'ouvrir une perspective. Tous sans exception se placent dans le moule qui ne permet dans le meilleur des cas de ne contester qu'à la marge. Tous ont accepté les crédits militaires et surtout aucun n'exige aujourd'hui que soit rendus à la collectivité les milliards qui lui ont été dérobés. Tous se situent dans le cadre de l'union européenne, véritable carcan mis en place pour nier la souveraineté des peuples, leur interdire de débattre, décider et d'agir. Les gesticulations à la veille des élections ne peuvent rien y changer. La mondialisation capitaliste au service de laquelle se trouve l'union européenne a organisé la désindustrialisation de l'économie française, et est en train d'achever notre agriculture et notre souveraineté alimentaire.

La politique de **Macron, Lecornu** aujourd'hui, celle des **Glucksmann, Hollande** ou **Le Pen** demain s'inscrivent dans la même ligne. Et **Mélenchon** qui s'en défend, qui use assez bien d'un accent social en période électorale, au point de faire presque oublier son penchant communautariste et son abandon de la laïcité, n'est pas plus sur une ligne de rupture que les autres prétendants à la « fonction suprême ».

Alors, jusqu'où Lecornu aujourd'hui, ses successeurs demain, pourront-ils aller ?

Rien ne permet aujourd'hui d'entrevoir une issue et d'apporter une réponse à la question posée. Pourtant les réactions ces derniers jours des gouvernants et de leurs serviteurs dans le monde médiatique, affolés par une simple journée d'action des fonctionnaires et des pompiers, et par l'irruption minoritaire de lycéens dans plusieurs centaines d'établissements scolaires, donne une sérieuse indication. C'est le climat social d'une France exaspérée qui inquiète tout ce beau monde.

Les citoyens sont assignés au rôle de moutons qui se font tondre sans bêler. C'est pourtant le troupeau les dirigeants redoutent, et dans le contexte actuel, à juste titre. Nul ne peut dire quand, nul ne peut dire à quelle occasion, nul ne peut affirmer que l'échéance électorale bloquera toute velléité d'intervention directe pour mettre un coup d'arrêt à la politique et au budget ou si au contraire la future échéance électorale servira d'accélérateur, mais au stade actuel, une certitude s''affirme, le mécontentement et l'exaspération dominent.

Quel que soit l’avenir de ce budget, la crise politique et social ne peut que s’approfondir. S’il est voté, les effets dévastateurs annoncés ne pourront rester sans réponse. S’il est rejeté, l’impasse se réduira un peu plus. Quoi qu’il en soit, les dirigeants sèment le chaos et devront, quels qu’ils soient, en subir les conséquences.

Jacques Cotta
Le 1er octobre 2026